

## Balances des paiements 2010 de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française

Les évolutions économiques des deux collectivités ont été divergentes en 2010. Si la Polynésie française s'est de nouveau inscrite en marge du processus de redressement de l'économie mondiale, la Nouvelle-Calédonie a profité de la relance de l'économie mondiale et de l'effet d'entraînement des grands projets.

En dépit de ces mouvements divergents, **les deux collectivités enregistrent une détérioration sensible des soldes des transactions courantes en 2010.**

La Nouvelle-Calédonie enregistre un déficit courant record. C'est principalement la progression de l'activité économique, en lien avec les grands projets dans le secteur du nickel, qui explique le dynamisme des importations de biens et de services ; la croissance des exportations de produits issus de l'industrie du nickel, qui profitent de la hausse des cours du nickel, n'est pas suffisante pour éviter une détérioration du solde.

En Polynésie française, le compte des transactions courantes revient à l'équilibre après un excédent exceptionnel en 2009. Un effet de change négatif et le renchérissement de la facture énergétique contribuent à la hausse des importations de biens et à la détérioration du compte des transactions courantes. Celui-ci reste cependant à l'équilibre grâce à l'activité dans les services, notamment dans les transports, alors que l'activité touristique, structurellement excédentaire, poursuit son repli.

**Les deux collectivités enregistrent une entrée nette de capitaux.**

En Nouvelle-Calédonie, les investissements directs en provenance de l'extérieur progressent significativement en raison des deux chantiers d'usines métallurgiques.

En Polynésie française, l'importante diminution des sorties nettes de capitaux explique le retour du compte financier à un solde positif.

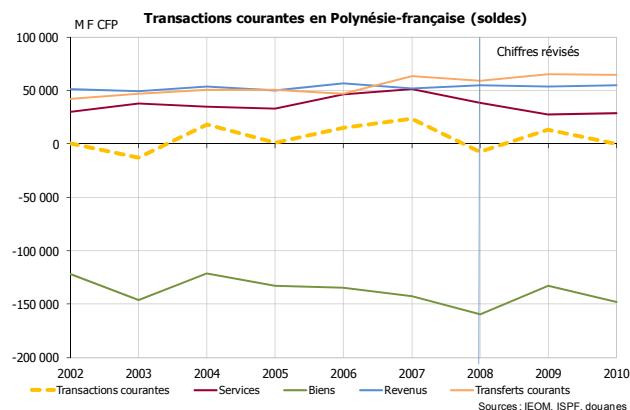
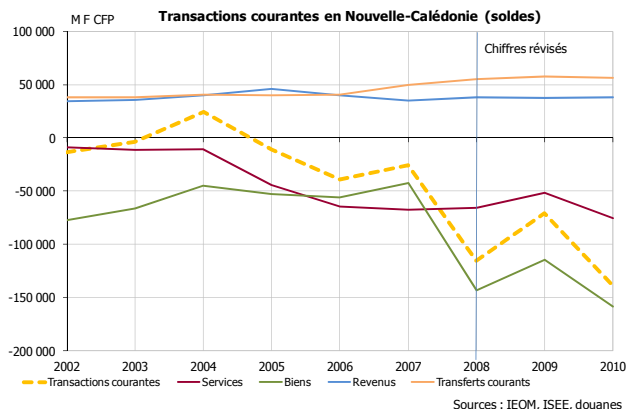
Principaux postes de la balance des paiements en 2010 (soldes)	Montants en milliards de F CFP	
	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française
<b>Compte des transactions courantes (I) dont</b>	<b>-139,1</b>	<b>0,2</b>
Biens	-158,2	-147,9
Services	-75,4	28,7
Revenus	37,9	54,6
Transferts courants	56,6	64,8
<b>Compte de capital (II)</b>	0,2	-0,1
<b>Capacité / besoin de financement du territoire (III) = (I) + (II)</b>	<b>-138,9</b>	<b>0,1</b>
<b>Compte financier dont</b>	126,0	10,1
Investissements directs (IV)	122,8	0,5
Investissements de portefeuille (V)	11,7	-0,2
<b>Solde de la balance de base (VI) = (III) + (IV) + (V)</b>	<b>-4,3</b>	<b>0,4</b>
Autres investissements	-8,6	9,8
<b>Erreurs et omissions</b>	12,9	-10,2
<i>Pour mémoire PIB</i>	752*	537**

\* estimation 2009 / \*\* estimation 2006

Sources : IEOM, ISEE, ISPF

# LE COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

**Le compte des transactions courantes de la Nouvelle-Calédonie enregistre un déficit record en 2010** (à 139 milliards de F CFP, soit plus de 18 % de son PIB). Cette nette dégradation est principalement le fait de la hausse du déficit du solde des échanges de biens et, dans une moindre mesure, du solde des services. **En Polynésie française, le compte des transactions courantes est à l'équilibre** (à 163 millions de F CFP) après l'exceptionnel excédent enregistré en 2009. La hausse importante des importations de biens explique cette détérioration, alors que l'excédent de la balance des services progresse légèrement. Les soldes des revenus et des transferts courants, structurellement excédentaires, sont stables dans les deux collectivités.



## Les biens

**Le déficit commercial (solde des biens) s'accroît significativement dans les deux collectivités en 2010**, après la résorption observée en 2009, pour atteindre le niveau record de 158 milliards de F CFP en Nouvelle-Calédonie (après 114 milliards) et 148 milliards en Polynésie française (après 133 milliards).

Les importations progressent pour des raisons différentes : en Nouvelle-Calédonie, dynamisme de l'activité économique liée aux projets métallurgiques en cours, dont notamment la construction de l'usine du Nord, et progression de la demande intérieure, jointes à l'alourdissement de la facture énergétique ; en Polynésie française, effet de change négatif dû à l'appréciation des devises des principaux partenaires du territoire par rapport au franc pacifique et montée des cours des matières premières. Les exportations se redressent au sein des deux Collectivités : hausse des cours du nickel en Nouvelle-Calédonie (où les exportations sont composées à 95 % de produits issus de l'industrie du nickel) ; vente exceptionnelle d'un navire de croisière par un armateur local en Polynésie française, alors que la baisse des cours de la perle brute pèse sur les recettes.

### Des données douanières aux données d'échanges de biens de la balance des paiements

Les données douanières constituent la principale source utilisée pour l'établissement de la balance des biens. Elles font néanmoins l'objet de différents retraitements en balance des paiements : exclusion des opérations qui ne donnent lieu ni à transfert de propriété, ni à paiement ; importations comptabilisées en valeur CAF (coût, assurance et fret) ramenées à leur valeur FAB (franco à bord) pour être comparables aux exportations.

Balance des biens en 2009 et 2010

Montants en milliards de F CFP

	Crédits			Débits			Soldes		
	2009	2010	Variation	2009	2010	Variation	2009	2010	Variation
Nouvelle-Calédonie	87,4	116,5	29,1	201,6	274,7	73,1	-114,2	-158,2	-44,0
Polynésie française	12,9	14,4	1,5	145,8	162,3	16,5	-132,9	-147,9	-15,0

Source : balances des paiements IEOM

## Les services

**Le déficit des échanges de services se creuse en Nouvelle-Calédonie** (-75 milliards de F CFP après -52 en 2009) alors que **l'excédent des échanges de services en Polynésie française s'améliore** (29 milliards de F CFP après 27 en 2009).

Le chantier de construction de l'usine du Nord en Nouvelle-Calédonie explique la progression significative des importations des « autres services aux entreprises » et des « services de construction ». En Polynésie française, le solde des services, structurellement excédentaire, s'améliore grâce à l'augmentation des recettes du transport aérien mais le repli de la fréquentation touristique se poursuit, diminuant le solde des voyages.

### L'estimation de la ligne voyages

La ligne « voyages » prend en compte au crédit l'ensemble des dépenses en Nouvelle-Calédonie / Polynésie française des non-résidents et, au débit, celles des résidents calédoniens / polynésiens à l'extérieur de la Collectivité, et ce quel que soit le motif du déplacement (voyages touristiques, d'affaires, sanitaires ou scolaires). Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont en revanche pas enregistrées sur cette ligne, mais avec les services de transports.

Depuis 2008 en Nouvelle-Calédonie et à partir de 2009 en Polynésie française, la ligne « voyages » est mesurée à l'aide des enquêtes tourisme de l'ISEE et de l'ISPF.

	Crédits			Débits			Soldes		
	2009	2010	Variation	2009	2010	Variation	2009	2010	Variation
<b>Nouvelle-Calédonie</b>									
Services dont	42,8	49,3	6,5	94,6	124,7	30,1	-51,8	-75,4	-23,6
Autres services aux entreprises	5,5	11,0	5,5	43,6	66,5	22,9	-38,1	-55,5	-17,4
Services de construction	2,9	3,3	0,4	1,2	2,8	1,6	1,7	0,5	-1,2
<b>Polynésie française</b>									
Services dont	88,5	86,0	-2,5	61,2	57,3	-3,9	27,2	28,7	1,5
Transports aériens	15,2	17,8	2,6	15,0	15,0	0,0	0,2	2,8	1,3
Voyages	37,8	36,2	-1,6	14,0	14,3	0,3	23,7	21,9	-1,8

Source : balances des paiements IEOM

## Les revenus et les transferts courants

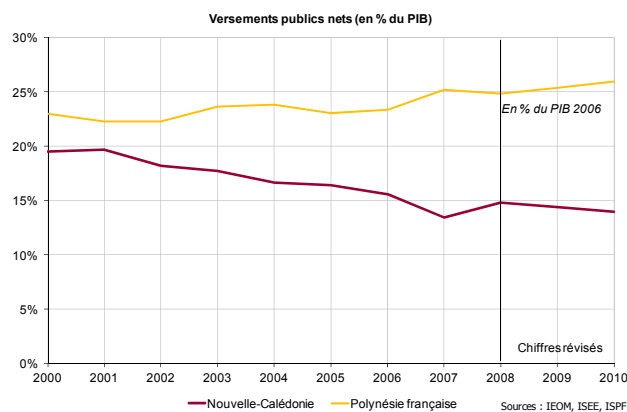
### Les revenus

Le **solde des revenus** – structurellement positif du fait du poids des rémunérations des fonctionnaires de l'État métropolitain – **est quasiment stable dans les deux Collectivités en 2010** (38 milliards de F CFP en Nouvelle-Calédonie et 55 milliards en Polynésie française). En **Nouvelle-Calédonie**, le solde des rémunérations des salariés est pratiquement inchangé et le solde des revenus des investissements devient faiblement négatif. En **Polynésie française**, le solde des revenus progresse légèrement sous l'effet de la faible valorisation du point d'indice dans la fonction publique et de l'augmentation des effectifs civils rémunérés par l'État, alors que les dividendes, tant versés que reçus, sont en baisse.

### Les transferts courants

Dans les deux Collectivités, le **solde des transferts courants**, principalement constitués de transferts en provenance des administrations publiques métropolitaine, est **quasiment stable en 2010** (56 milliards de F CFP en Nouvelle-Calédonie et 65 milliards en Polynésie française).

En 2010, les **versements publics nets** (solde des services des administrations publiques, des rémunérations des salariés du secteur public et des transferts courants du secteur des administrations publiques) s'élèvent à 107 milliards de F CFP (après 108 milliards en 2009) en **Nouvelle-Calédonie**, où leur poids dans le PIB a eu tendance à diminuer depuis 2000 (14% du PIB en 2010 contre 20 % en 2000). Plus importants en **Polynésie française**, ils croissent légèrement, atteignant 139 milliards de F CFP (après 136 milliards en 2009), soit environ 26 % rapportés au PIB de 2006.



### Les transferts courants

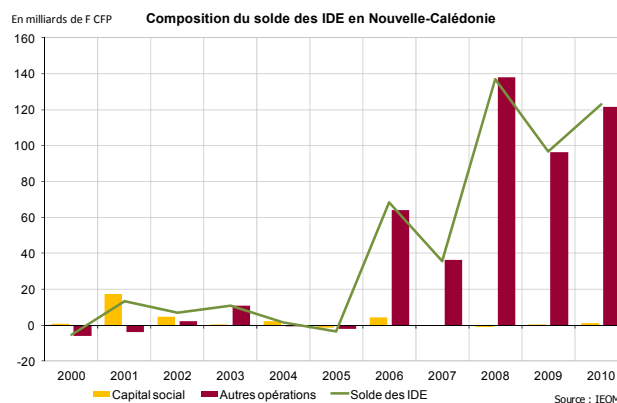
Les transferts courants comprennent à la fois les transferts courants des administrations publiques, les envois de fonds de travailleurs et d'autres transferts tels que les indemnités et une partie des primes d'assurance sur marchandises. Cette rubrique présente traditionnellement un solde largement excédentaire au sein des deux Collectivités en raison du poids des transferts en provenance des administrations publiques métropolitaines. Ceux-ci recouvrent notamment, côté crédits, les prestations sociales versées (principalement les pensions), les dépenses d'investissement et les dotations aux collectivités locales et, côté débits, les recettes perçues par l'Etat telles que les cotisations sociales et les impôts.

## LE COMPTE FINANCIER

**Les flux entrants du compte financier excèdent les flux sortants dans les deux territoires en 2010.** C'est essentiellement dans le cadre des projets métallurgiques en cours que le solde des flux financiers (126 milliards de F CFP) enregistre une nette progression en **Nouvelle-Calédonie** (+63 milliards par rapport à 2009). En **Polynésie française**, la progression du solde du compte financier (+32 milliards pour atteindre 10 milliards) est principalement le résultat de la diminution des sorties nettes de capitaux.

### Les investissements directs

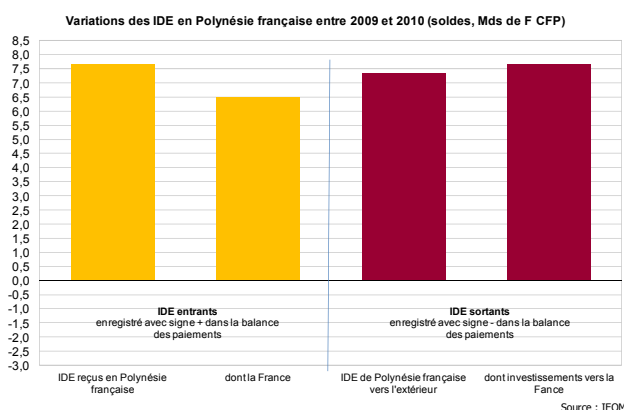
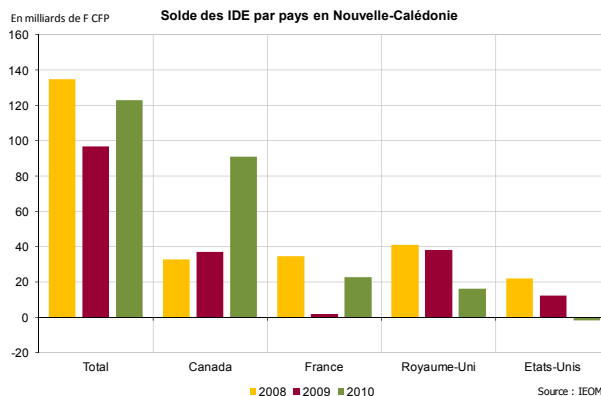
En **Nouvelle-Calédonie**, le **solde des investissements directs étrangers (IDE)** enregistre une forte croissance à 123 milliards de F CFP (après 96 Mds en 2009). Cet apport de capitaux est essentiellement issu du financement des deux chantiers d'usines métallurgiques (usine du Nord principalement, et usine du Sud) : on observe une hausse de 26 Mds de F CFP de prêts et dépôts intragroupes exécutés dans le cadre de ces projets liés à l'industrie du nickel.



Parallèlement, les investissements immobiliers nets des non-résidents en Nouvelle-Calédonie, qui représentent 6,5 % des investissements directs nets entrants, progressent en raison de l'augmentation des acquisitions immobilières par des métropolitains.

Les capitaux viennent en majorité du Canada et, à un moindre degré, de la France.

**La Polynésie française** enregistre de légères entrées nettes d'IDE en 2010 (0,5 milliard de F CFP). Cette situation presque inchangée est la résultante de la forte hausse à la fois des investissements directs vers l'étranger de la part des résidents et des investissements des non-résidents en Polynésie française. Cependant, ces progressions s'expliquent par la réalisation de quelques opérations exceptionnelles réalisées dans le secteur de l'hôtellerie et ne constituent pas un signe de reprise de l'activité soutenue par l'investissement.



### Les investissements directs

Les investissements directs (IDE) couvrent les opérations effectuées par des investisseurs afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise et de détenir (ou de liquider) une influence dans sa gestion ou la capacité de l'exercer. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur détient au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. En deçà de ce seuil, les opérations sur actions sont classées dans les investissements de portefeuille. Les IDE comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise investie, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées (dont opérations de prêt, avances, dépôts, à court et long terme). L'acquisition (ou la vente) d'un bien immobilier est également considérée comme une opération d'IDE. Les ventilations géographiques des IDE sont effectuées en fonction du pays de première contrepartie (et non de l'origine ou de la destination ultime de l'investissement).

## Les investissements de portefeuille

**Poursuivant la baisse initiée depuis 2008, les transactions sur titres émis par des non-résidents ont été moins importantes en 2010 dans les deux Collectivités.** Comme en 2009, les ventes de titres émis hors de la **Nouvelle-Calédonie** ont été supérieures aux achats (entrées nettes à près de 12 Mds) ; en **Polynésie française**, les transactions sur titres, à l'équilibre en 2010, enregistrent une baisse importantes (près de 11 Mds de F CFP).

### Les investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille comprennent toutes les opérations « fermes » sur titres négociables (tels que actions, parts d'OPCVM, obligations, instruments du marché monétaire) entre résidents et non-résidents : achats à l'émission, négociations et remboursements (à l'exception de celles comprises au sein des investissements directs). En pratique, les balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française recensent quasi exclusivement les achats ou ventes par les résidents calédoniens / polynésiens de titres émis hors de la Collectivité. Un solde débiteur des avoirs (resp. créditeur) signifie que les achats de titres émis hors de la Collectivité ont été supérieurs (resp. inférieurs) aux ventes.

	Investissements de portefeuille en 2009 et 2010 (soldes)		
	2009	2010	Variation
Montant en milliards de FCFP			
<b>Nouvelle-Calédonie</b>			
Investissements de portefeuille dont	14,5	11,7	-2,8
Emissions et négociations (-)	-47,5	-21,7	25,8
Remboursements (+)	62,1	33,4	-28,7
<b>Polynésie française</b>			
Investissements de portefeuille dont	-10,9	-0,1	10,8
Emissions et négociations (-)	-40,8	-15,5	25,3
Remboursements (+)	29,9	15,4	-14,5

Source : balances des paiements IEOM

## Les autres investissements et l'équilibre global de la balance des paiements

**Le solde des opérations de prêts et emprunts avec l'étranger affiche des sorties nettes en Nouvelle-Calédonie et des entrées nettes en Polynésie française.** En **Nouvelle-Calédonie**, ces sorties nettes (-8 milliards de F CFP après -48 milliards) proviennent principalement du secteur bancaire dont les avoirs nets progressent de 13 milliards de F CFP, améliorant sa position extérieure nette, alors que les engagements nets des « autres secteurs » (entreprises et ménages) sont en hausse de 18 milliards de F CFP. En revanche, en **Polynésie française**, ces entrées nettes (10 milliards de F CFP après -11 milliards en 2009) sont le fait de la dégradation de la position extérieure nette du secteur bancaire en 2010, qui traduit un besoin croissant de financements extérieurs. Le poste erreurs et omissions est positif en Nouvelle-Calédonie (13 milliards de F CFP, soit 2 % de son PIB) alors qu'il est négatif en Polynésie française (-10 milliards de F CFP, soit 2 % de son PIB).

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : N. de SEZE – Rédaction : S. DALI  
Editeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer le 31 octobre 2011 – Dépôt légal : octobre 2011 – ISSN 1968-6277